

# La citoyenneté américaine

S'engager pour la collectivité  
La participation politique  
Vote et élections  
Gouvernement des Etats  
et collectivités locales  
Le bénévolat  
Le don aux œuvres





« Le mandat  
politique le plus  
important est  
celui de simple  
citoyen. »



LOUIS BRANDEIS

MEMBRE DE LA COUR SUPRÊME  
DES ETATS-UNIS

1916-1939



# Sommaire

- 5 Introduction
- 8 **VOTER : UN DROIT ET UN DEVOIR**  
Les jeunes et la participation électorale  
L'autre aspect du scrutin

- 14 **GOVERNEMENT DES ÉTATS ET COLLECTIVITÉS LOCALES**  
Dans cinquante Etats  
Un gouvernement proche du peuple

- 18 **UN CITOYEN INFORMÉ**  
L'administration en ligne  
Campagnes sur Internet

- 22 **LES GESTES SOLIDAIRES**  
Les nouveaux citoyens engagés dans l'armée  
Le don aux œuvres  
Le bénévolat en chiffres



Ci-dessus : des bénévoles participent à la reconstruction de la côte du Mississippi située sur le golfe du Mexique après le passage dévastateur de l'ouragan Katrina en 2005. Ci-contre : le président John F. Kennedy prononce son discours d'investiture en 1961 et fait appel aux Américains : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays. »



Le gouvernement des Etats-Unis est au service des citoyens. Il garantit les droits constitutionnels, notamment la liberté d'expression et de religion, ainsi que l'égalité de tous devant la loi. Avec les nombreux droits et privilèges dont ils bénéficient, les citoyens américains ont les moyens de participer pleinement à la vie politique, économique et culturelle de la nation.

Dans d'autres pays, l'identité nationale – ce qui fait que l'on se sent citoyen de la nation – est essentiellement fonction de caractéristiques communes: appartenance ethnique, origine, ascendance, religion ou histoire. Or, à cet égard, les citoyens des Etats-Unis ont peu de points communs. Ils viennent – eux-mêmes ou leurs ancêtres – de tous les continents et de tous les pays du monde. Ce qui unit ce groupe hétérogène est la conviction commune que la qualité première d'un gouvernement démocratique est la liberté individuelle.

Les citoyens américains comprennent également que, pour jouir de la protection de leurs droits, il leur faut s'acquitter de certains devoirs envers la société. C'est de leur plein gré que la plupart des Américains respectent la loi, siègent dans un jury d'assises lorsqu'ils y sont convoqués, règlent leur part d'impôts et exercent leur droit de vote avec dis-

Ci-contre, en haut: Martin Luther King, au centre, mène une marche en faveur du droit de vote pour les Afro-Américains à Montgomery, dans l'Alabama, en 1965. Ci-contre, en bas: des bénévoles participent à la construction d'une aire de jeux dans un quartier défavorisé à Highland Park, dans le Michigan.

cernement. Aux Etats-Unis, la participation signifie également pour les citoyens qu'ils s'engagent à respecter le droit d'autrui, à accepter l'autorité du gouvernement élu, à se tenir informés, à s'impliquer et à s'investir dans la vie de leur localité et de leur pays.

Dans son discours d'investiture, le président John F. Kennedy (1961-1963) propose une autre définition de la citoyenneté :

« Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays. »

Au cours de son bref mandat présidentiel, John Kennedy a incité les jeunes Américains à participer aux programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. Après mille jours à peine, sa présidence fut prématurément interrompue par son assassinat. Pourtant, le défi de son allocution d'investiture demeure source d'inspiration pour les Américains qui demandent, certes, mais surtout agissent afin d'aider leur pays, leur entourage, leur monde.

Vous verrez dans les pages qui suivent comment les Américains font preuve de civisme ou améliorent leurs quartiers, leurs localités et leurs Etats, assumant ainsi de leur propre initiative un certain nombre d'activités et de responsabilités. Ils sont des centaines de milliers à exercer des fonctions au sein de collectivités locales ou à se mobiliser lors des campagnes pour soutenir certains candidats ou défendre certaines idées. Par dizaines de millions, ils consacrent leur temps libre au bénévolat en faveur d'organisations à but non lucratif œuvrant pour l'intérêt général, ou allouent une partie de leurs revenus à une noble cause. Conscients que la citoyenneté est un privilège qui n'a pas de prix, les Américains apportent, de mille et une manières, leur contribution à la société et à la nation.



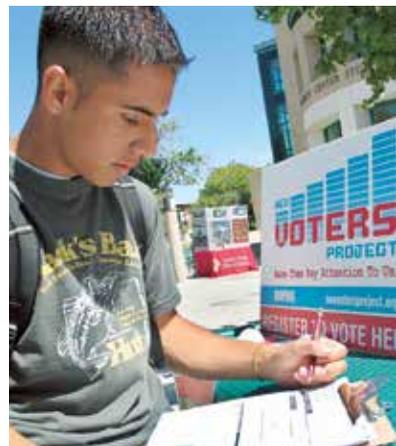
Les citoyens américains ou leurs ancêtres viennent de tous les continents et de tous les pays du monde. Ce qui unit ce groupe hétérogène est la conviction commune que la qualité première d'un gouvernement démocratique est la liberté individuelle.

Le devoir de citoyenneté appelle les Américains à participer au processus politique et à s'engager dans le bénévolat. En haut, à gauche: des habitants de San Francisco, en Californie, font la queue pour aller voter à l'élection présidentielle de 2008. En haut, à droite: des bénévoles de l'AmeriCorps peignent une maison à Shreveport, en Louisiane, en 2003. Ci-dessus: des étudiants d'Austin, dans le Texas, donnent de leur temps pour embellir un quartier en plantant des arbres.

# Voter

## *Un droit et un devoir*

En décrivant la démocratie comme « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », Abraham Lincoln, 16<sup>e</sup> président des Etats-Unis (1861-1865), en a sans doute donné la meilleure définition. Mais le gouvernement « par le peuple » ne saurait exister sans la possibilité pour les citoyens de choisir leurs dirigeants lors d'élections libres et régulières.



Voter est un droit mais aussi un devoir fondamental pour les citoyens des Etats-Unis: le droit de se prononcer sur la façon dont ils sont gouvernés et le devoir de se renseigner sur les candidats et les enjeux au moment de se rendre aux urnes.

Le désir des citoyens de participer aux décisions de leur gouvernement est le grand principe fondateur des Etats-Unis. Il peut sembler surprenant que la Constitution américaine n'ait traité ni du droit de vote ni de la participation aux élections. Lors de sa rédaction, en 1787, il était largement admis que seuls les hommes blancs propriétaires terriens étaient habilités à voter parce qu'en préservant la société, ils s'assuraient de la protection de leur patrimoine et parce qu'ils avaient l'instruction et l'indépendance requises pour statuer sur les sujets politiques importants.

Heureusement, les temps changent. Avec l'élimination des critères de propriété au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, quasiment tous les hommes blancs d'âge adulte obtenaient le droit de vote. Peu après, la question du droit

des Etats à autoriser l'esclavage sur leur territoire conduisait les Etats-Unis à la guerre de Sécession entre 1861 et 1865. Ajouté à la Constitution en 1865, le treizième amendement abolissait l'esclavage. En 1868, le quatorzième amendement octroyait «l'égle protection des lois» à l'ensemble des citoyens et fixait à 21 ans l'âge de la majorité électorale. En 1870, le quinzième amendement disposait qu'aucun citoyen ne se verrait refuser le droit de vote «pour des raisons de race, de couleur ou de condition antérieure de servitude».

Malgré ces progrès, la moitié de la population – les femmes – n'était toujours pas en mesure de voter. Les mouvements en faveur du suffrage universel voient le jour dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917 qui s'avérera déterminante. Comment le pays pouvait-il se mobiliser pour promouvoir la démocratie à l'étranger tout en privant de ses droits la moitié de ses citoyens? C'était impossible et, dès 1920, le dix-neuvième amendement accorda le droit de vote aux femmes.

Vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, un autre conflit à l'étranger donna lieu à une nouvelle extension du droit de vote. Parmi les milliers de jeunes Américains ayant combattu au Vietnam, on comptait de nombreux adolescents. Suffisamment âgés pour se battre pour leur patrie, ils ne l'étaient pourtant pas assez pour voter. L'indignation publique et la volonté politique aboutiront en 1971 à l'adoption du vingt-sixième amendement accordant le droit de vote aux jeunes de 18, 19 et 20 ans.

Au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en dépit des luttes en faveur du droit de vote pour tous les citoyens, on constate un déclin de la participation électorale des Américains. Il n'existe pas une explication unique à cette tendance. Certains citoyens estiment sans doute que leur seul vote ne change rien. D'autres peuvent se lasser des campagnes essentiellement menées par les médias. D'autres encore sont tout simplement trop occupés pour se rendre aux urnes à chaque consultation électorale. En effet, des membres des conseils d'établissements scolaires au président des Etats-Unis en passant par les élus siégeant dans les instances législatives, locales ou fédérales, les Américains votent pour tout mandat politique et se prononcent sur une multitude de questions locales. Les électeurs sont souvent consultés à plusieurs reprises au cours d'une année. Voter de manière responsable en cherchant à connaître les candidats et à comprendre les enjeux constitue le défi de la citoyenneté.

Entre le scrutin présidentiel de 2000 et celui de 2004, on constate une inversion de la tendance à l'abstentionnisme. Il se peut que le caractère historiquement serré du scrutin de 2000 ait convaincu les électeurs que chaque voix compte effectivement, portant ainsi le taux de participation de 60 % en 2000 à 64 % en 2004 et 2008. La hausse du nombre des électeurs dans la tranche des 18-29 ans s'est révélée encore plus spectaculaire. Selon Project Vote, un organisme à but non lucratif, politiquement neutre, dont la mission consiste à aider les groupes sous-représentés, la participation de cette classe d'âge en 2008 par rapport à 2004 aurait augmenté de 9 %.



En haut: un étudiant s'inscrit sur les listes électorales de l'université d'Etat du Nouveau-Mexique, en septembre 2004, lors d'une campagne d'inscription. Ci-dessus: file d'attente devant un bureau de vote de Milwaukee.

## Les jeunes et la participation électorale par Sam Barrett

L'élection présidentielle de 2008 a mis en évidence la profonde influence qu'une jeunesse mobilisée par une cause ou par un candidat peut exercer sur le processus démocratique. Partout aux Etats-Unis, des jeunes de tous horizons se sont dévoués bénévolement et sans relâche pour le candidat démocrate Barack Obama et son adversaire républicain John McCain.

En 2008, la politique était l'une des activités les plus en vogue de l'université de Pennsylvanie (Penn) et divers groupes, aux programmes parfois rivaux, travaillaient jour et nuit pour obtenir le soutien de leurs camarades étudiants. Selon une estimation de Penn Leads the Vote, la conjugaison de leurs efforts s'est soldée par un taux de participation électorale sur le campus de près de 90 %, soit 30 % de plus que la moyenne nationale.

«Jusqu'à présent, les jeunes avaient été trop souvent ignorés, a déclaré Annassa Corley, présidente de Penn Leads the Vote. Nous avons vraiment renversé la vapeur et montré qu'il était possible d'impliquer la jeunesse.»

Même les groupes affichant leur appartenance politique ont encouragé les jeunes à faire entendre leur voix et à se rendre aux urnes, quel que soit leur favori. «Peu importe le candidat, McCain ou Obama», a expliqué Mike Stratton, coprésident de Penn pour Obama,

«l'essentiel est de voter, de participer, d'accomplir son devoir civique, d'utiliser son bulletin pour faire évoluer l'Amérique».

Fondé avant les élections présidentielles de 2004 et intégralement géré par les étudiants de l'université Penn, Penn Leads the Vote a mené, à partir d'une base de données, une vaste campagne d'inscription des étudiants sur le campus de Philadelphie. Les volontaires de la campagne identifiaient les électeurs non inscrits ou inscrits dans un autre Etat, les guidaient tout au long de la procédure d'inscription puis les aidaient à localiser leur bureau de vote – en général à quelques pas seulement de leur résidence universitaire – ne leur laissant aucune excuse pour manquer le jour du scrutin.

«On donne vraiment à ces personnes le coup de pouce qui leur permettra de faire le premier pas et d'aller voter. Peu importe pour qui ils votent, ce qui compte c'est leur capacité à se représenter eux-mêmes», a précisé Annassa Corley.

Dans tout le pays, d'autres groupes non partisans ont eu recours à la télévision, aux annonces du service public, au prestige des célébrités pour mobiliser les jeunes. Ils utilisent également des réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter pour sensibiliser les éventuels électeurs.

Ci-contre, en haut: des membres de l'association Penn Leads the Vote (à gauche) et Annassa Corley, la présidente (à droite). Ci-contre, au milieu: Mike Stratton, coprésident de Penn for Obama. Ci-contre, en bas: des étudiants bénévoles inscrivent un nouvel électeur (à gauche) sur le campus de l'université de Pennsylvanie (à droite).

Sam Barrett est étudiant de 3<sup>e</sup> année en politique internationale à l'université de Pennsylvanie. Une version plus détaillée de cet article est disponible en ligne : [www.america.gov/st/usgenlsh/2010/February/20100203155600Mo.3311731.html](http://www.america.gov/st/usgenlsh/2010/February/20100203155600Mo.3311731.html)



« On donne vraiment à ces personnes le coup de pouce qui leur permettra de faire le premier pas et d'aller voter. Peu importe pour qui ils votent, ce qui compte c'est leur capacité à se représenter eux-mêmes », a indiqué Annassa Corley, présidente de Penn Leads the Vote.





## L'autre aspect du scrutin

Aux Etats-Unis, l'élection n'est pas qu'une question de candidats. Les électeurs sont souvent appelés à se prononcer sur la gestion publique de leur Etat et de leur localité.

L'initiative populaire et le référendum législatif sont les deux voies possibles des consultations électorales pour les enjeux concernant l'Etat. L'initiative populaire est le mécanisme permettant aux citoyens de proposer des changements de politique, le référendum législatif est quant à lui une initiative du corps législatif de l'Etat, d'un élu ou d'une agence ou commission gouvernementale.

Les initiatives populaires ne sont autorisées que dans 24 des 50 Etats ; ainsi, au cours d'une année électorale, il y a davantage de référendums que d'initiatives populaires. En 2008 par exemple, à l'échelon des Etats, les citoyens ont été consultés pour 153 mesures, soit 92 référendums et 61 initiatives populaires.

De quoi est-il question dans tous ces scrutins ? Il s'agit souvent de dossiers sensibles qui ne sont pas traités par les élus, d'après les citoyens, ou qui sont soutenus par des groupes d'intérêt privé. Dans le cas des référendums, il arrive que, en l'absence de consensus sur une nouvelle loi ou politique, les législateurs demandent aux citoyens de trancher.

Les questions soumises au vote concernent des sujets au centre des préoccupations des Américains. L'avortement, la politique d'immigration et le mariage homosexuel ont compté, en 2008, parmi les dossiers les plus controversés. Dans plusieurs Etats, les électeurs se sont également penchés sur les énergies renouvelables, la justice pénale, la politique en matière de drogue, les règles électorales, la rémunération et la limitation du mandat des élus.

Plus proches du citoyen, les instances locales consultent souvent leurs administrés pour les emprunts obligataires. Les électeurs sont invités à décider si les autorités doivent mettre

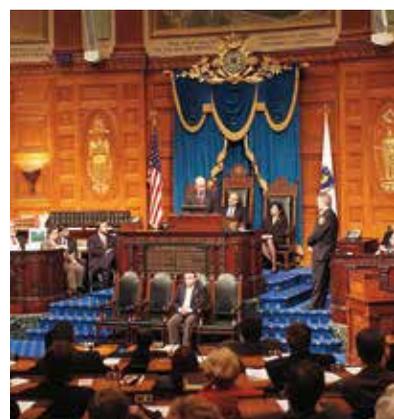
en vente des obligations afin de financer des projets de construction ou de réhabilitation du patrimoine collectif, comme les écoles, les bibliothèques, les parcs et centres de loisirs, les routes et les ponts.

A gauche : une électrice vote dans une école élémentaire de Battle Creek, dans le Michigan, lors des élections de novembre 2004. A droite : des électeurs font la queue devant un bureau de vote à Charlotte, en Caroline du Nord, en 2008.



# Gouvernement des Etats et collectivités locales

Les Américains sont citoyens de leur pays, certes, mais aussi de leurs Etats et de leurs collectivités locales. Si le gouvernement fédéral siège à Washington, il existe des instances gouvernementales dans chacune des 50 capitales d'Etat ainsi que dans des milliers de villes, de municipalités et de comtés à travers le pays.



Chaque instance gouvernementale se charge des besoins qui relèvent de son niveau de compétence. La responsabilité de la sécurité nationale incombe, bien entendu, au gouvernement fédéral qui est également garant du traitement équitable de tous les citoyens américains. Au niveau de l'Etat, les responsables répondent aux préoccupations de leurs administrés : questions relatives aux industries implantées sur leur territoire, réseaux de transport, ressources naturelles ou prestations sociales. Les autorités locales gèrent essentiellement les affaires courantes comme l'entretien des écoles et bibliothèques publiques, les forces de police et la lutte contre l'incendie, l'approvisionnement en eau et les services publics.

Des dizaines de milliers d'Américains sont employés des collectivités locales dans les conseils scolaires, conseils municipaux, comités de planification et d'aménagement du territoire et commissions électorales. Outre les structures gouvernementales, ils sont des millions à s'impliquer dans des activités bénévoles au sein de leurs quartiers.

## Dans cinquante Etats

Le Congrès des Etats-Unis se réunit à Washington. De la même manière, les assemblées législatives de chaque Etat siègent dans leurs capitales respectives afin d'y discuter des questions qui sont du ressort de l'Etat et d'élaborer des lois applicables sur leur territoire. A l'instar du Congrès, 49 Etats américains sont régis par un système bicaméral dont les membres sont essentiellement issus des deux grands partis politiques, démocrate et républicain. Seul le Nebraska est doté d'une chambre unique avec des élus tous étiquetés «indépendants».

Le corps législatif des Etats se compose de 7382 membres, élus par leurs concitoyens pour une durée prévue dans la constitution de chaque Etat. Selon la National Conference of State Legislatures (NCSL), les législateurs des Etats ont en moyenne 56 ans, 61 % d'entre eux étant âgés de 30 à 60 ans. Au niveau national, on trouve 22,6 % de femmes.

Jusqu'aux années 1960, les assemblées siégeaient en général un an sur deux pendant quelques jours ; la rémunération des législateurs était faible et le nombre des collaborateurs insuffisant, quand il en existait. Aujourd'hui, 45 Etats ont instauré des sessions législatives annuelles ; beaucoup ont augmenté les indemnités parlementaires et recruté des assistants professionnels. Pourtant, le temps nécessaire pour exercer la fonction est très variable.

Dans les vastes Etats industrialisés, comme la Californie, le Michigan, New York et la Pennsylvanie, le législateur d'Etat est occupé à plein temps. Dans les Etats plus petits et moins peuplés comme le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Montana, le New Hampshire, l'Utah et le Wyoming, la charge correspond à un mi-temps. Dans les quarante autres Etats, le temps de travail du législateur se situe en zone intermédiaire.

La rémunération du législateur est fonction de la tâche exigée. Lorsque le volume de travail est important, l'indemnité permet de vivre sans recourir à un salaire d'appoint. Les parlementaires moins bien rétribués, en revanche, continuent de se consacrer partiellement à leur carrière dans le privé afin de s'assurer des revenus confortables. Selon la NCSL, «la proportion de parlementaires exerçant un mandat durant leur vie active est plus élevée dans les Etats où les assemblées siègent à l'année et proposent de bonnes indemnités. Les jeunes et les retraités sont plus nombreux dans les assemblées fonctionnant à temps partiel avec une faible rémunération.»

Quoi qu'il en soit, on ne saurait sous-estimer l'importance du travail de législateur. S'adressant à un groupe de parlementaires d'Etat lors d'une rencontre à Washington en 2009, la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a affirmé : «Les Etats sont de véritables laboratoires d'idées. Certains des projets auxquels nous croyons [au Congrès] sont ceux qui ont fait leurs preuves au niveau étatique.»



En haut : dans le Massachusetts, le président de la chambre des représentants de l'Etat prononce son allocution annuelle aux citoyens.  
Ci-dessus : deux sénatrices d'Etat prêtent serment.

## Un gouvernement proche du peuple

Aux Etats-Unis, chacun des cinquante Etats est subdivisé en instances locales dont le comté, la ville et la commune. Un comté peut comprendre plusieurs localités de noms différents, mais la ville ou la commune désignent une zone portant un nom unique. Si l'administration des collectivités locales diffère d'un comté à l'autre et d'une ville à l'autre, la fonction de tout gouvernement local est la même : offrir les services courants indispensables au bien-être des citoyens.

Il suffit de quelques chiffres pour illustrer la diversité des instances locales. Les Etats-Unis totalisent 3 066 comtés, le plus petit, celui d'Arlington en Virginie, couvrant 67 km<sup>2</sup> tandis que le plus grand, celui de North Slope Borough en Alaska, s'étend sur 228 439 km<sup>2</sup>. La population, quant à elle, varie entre 140 habitants dans le comté de Loving au Texas et 9,2 millions dans le comté de Los Angeles en Californie.

Les collectivités locales exécutent généralement les tâches que leur délègue le gouvernement de l'Etat. Le comté est responsable de la gestion des élections : inscription des nouveaux électeurs, envoi des informations relatives aux scrutins, choix du matériel de vote, mise en place des bureaux de vote, engagement des scrutateurs, comptage et validation des bulletins à l'issue de l'élection. Traditionnellement, les instances locales sont aussi chargées d'estimer la valeur des biens immobiliers à des fins fiscales, d'enregistrer les transactions immobilières et de tenir les registres d'état civil : actes de naissances, de mariage et de décès.

La mise en place des services du quotidien est probablement la mission la plus importante des collectivités locales. Elles assurent la qualité de l'eau potable, la collecte des ordures, le ramassage scolaire pour tous les élèves du public et le goudronnage des chaussées.

Lorsque des circonstances inhabituelles et potentiellement dangereuses se présentent, les collectivités locales font intervenir la police, les pompiers ou le personnel médical pour assister et protéger les résidents. Ce sont les instances locales qui, de toute évidence, travaillent au plus près de la vie quotidienne des populations.



Si l'administration des collectivités locales diffère d'un comté à l'autre et d'une ville à l'autre, la fonction de tout gouvernement local est la même: offrir les services courants indispensables au bien-être des citoyens.

Parmi les responsabilités des collectivités locales, on compte l'administration des écoles publiques, les services d'urgence et la gestion des procédures électorales. En haut à gauche: un pompier lutte contre un feu de broussailles à Fairview Township en Pennsylvanie. En haut, à droite: un grand panneau indique l'emplacement d'un bureau de vote à Little Rock dans l'Arkansas. Ci-dessus: au Texas, des élèves prennent les cars de ramassage scolaire pour rentrer chez eux après l'école.



# Un citoyen informé

Le premier amendement de la Constitution des Etats-Unis garantit la liberté de la presse. Les médias appartiennent aux citoyens, organisations, entreprises privées et sociétés publiques qui les gèrent et non pas au gouvernement.



Les Américains comptent sur les médias libres et indépendants pour les informer de tous les aspects d'un événement ou d'un sujet donné. Ils disposent d'un vaste choix de médias qui leur offrent des points de vue diversifiés. Les habitants de la région de Chicago, principale métropole du Midwest américain, ont ainsi accès à une quinzaine de quotidiens et hebdomadaires, douze chaînes de télévision, quatre radios d'information et un magazine d'actualité, tous produits sur place. Selon le guide international des médias *Mondo Times*, il existe en outre seize journaux et dix-neuf magazines consacrés aux sujets d'intérêt local, des loisirs aux sciences en passant par l'économie et les sports. Comme tous les Américains, les habitants de Chicago peuvent consulter d'innombrables sources d'information de toutes les régions du pays et du monde, relayées par la presse nationale, la télévision câblée, la radio satellite et, bien sûr, Internet.

Ci-dessus : un cadreur se prépare à filmer un débat pour CNN et YouTube pendant les primaires présidentielles à Saint Petersburg en Floride, en 2008. Ci-contre : une électricienne apparaît à l'image pour poser une question à un candidat présent en plateau lors d'un débat.

Les Américains s'informent grâce à la télévision, au moins partiellement. Avant 1980, les trois grands réseaux, American Broadcasting Company (ABC), National Broadcasting Company (NBC) et Columbia Broadcasting System (CBS), constituaient les principales sources de bulletins télévisés aux Etats-Unis. Ces réseaux proposent avant tout des émissions de divertissement, avec des journaux télévisés quotidiens.

En 1980, avec la présentation d'actualités 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et l'établissement d'une présence internationale, le réseau câblé Cable News Network (CNN) a révolutionné le secteur.

Le succès de CNN a conduit à la multiplication des chaînes câblées d'information en continu.

Les quotidiens urbains et les journaux télévisés du soir régnaient autrefois sur la diffusion de l'actualité mais, aujourd'hui, les chaînes d'information câblées se sont emparées d'une grande partie du public amateur d'informations. L'une des raisons tient sans doute au parti pris affiché par certains réseaux câblés dans le traitement de l'actualité et des commentaires, qui plaît à une fraction des téléspectateurs. Selon un sondage effectué par le Pew Research Center, 74 % des téléspectateurs jugent « quasiment identiques » les journaux des trois grands réseaux, tandis que 48 % trouvent qu'il existe de « réelles différences » dans la présentation de l'actualité par trois chaînes d'information en continu.



Ci-dessus : à San Francisco, en Californie, un café fournit un accès Internet gratuit.

## L'administration en ligne

L'administration américaine est accessible aux citoyens 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Dans la plupart des régions, il suffit de consulter sur Internet le site administratif officiel pour se renseigner sur l'action des élus locaux en matière de ramassage des ordures, réfection des chaussées ou autre. Les citoyens peuvent également faire renouveler leur permis de conduire ou immatriculer leur véhicule. De nombreuses agences gouvernementales s'ouvrent aussi aux commentaires en ligne sur les projets de nouvelles mesures. De plus en plus de représentants du gouvernement rédigent un blog destiné à leurs électeurs, certains sont sur Twitter.

Stephen Urquhart, représentant de l'Utah, a indiqué à la revue *State Legislatures* : « Le blog est un moyen de communication comme un autre. J'ai souvent du mal à réunir une assistance suffisante pour débattre. Les gens sont trop occupés pour faire les choses en fonction de mon emploi du temps. Mais sur mon blog, je peux traiter tous les jours de sujets très divers avec une foule de gens. » Par ailleurs, certaines études indiquent que les internautes actifs sont souvent des citoyens plus engagés dans la vraie vie. « On m'aborde souvent pour discuter de sujets qui figurent sur mon blog, précise Stephen Urquhart. Le blog permet de créer des liens véritables. »

## Campagnes sur Internet

Avec le développement d'Internet, les médias en ligne peuvent prétendre à un rôle croissant dans l'univers de la campagne politique. Utilisé à l'origine comme outil innovant pour inscrire les bénévoles et collecter des fonds, Internet est devenu dans les années 2000 un canal de communication à part entière entre les candidats et leur électorat.

Selon le Pew Research Center, 55 % des adultes américains se seraient servis d'Internet lors de la campagne présidentielle de 2008 pour participer et s'informer. Par ailleurs, l'étude, intitulée *The Internet's Role in Campaign 2008*, montre que les électeurs utilisaient les réseaux sociaux et l'interactivité d'Internet pour suivre l'actualité politique autrement. L'enquête indique aussi qu'un internaute sur trois a fait suivre des informations politiques à ses amis ou à sa famille et qu'un sur cinq a exprimé son point de vue personnel sur la campagne à travers un blog ou sur les réseaux sociaux.

En 2008, de nombreux candidats à la présidentielle américaine se sont inscrits sur des réseaux sociaux tels que MySpace ou Facebook. Tom Anderson, un des fondateurs de MySpace, pense que ce site touche un public qui ne suivrait pas la politique dans les médias traditionnels.

«Un profil MySpace va éveiller leur intérêt avec des outils familiers, affirme-t-il. Les membres du réseau peuvent recueillir des informations sur les candidats comme ils le font déjà pour leurs amis.»

L'enquête de Pew révèle également qu'en 2008, 45 % des internautes ont visionné en ligne des vidéos relatives à la campagne électorale. YouTube bouleverse alors le mécanisme des campagnes présidentielles en lançant une nouvelle formule de participation des électeurs. Le célèbre site de partage de vidéos s'était associé à CNN pour mener des débats télévisés opposant, dans chaque camp, les candidats à l'investiture de leur parti. Traditionnellement, il revient à un panel de journalistes, et éventuellement au public présent sur le plateau, d'interroger les candidats. En 2008, toute personne disposant d'un accès à Internet et d'une caméra vidéo peut désormais intervenir. Les électeurs posaient leurs questions aux candidats dans des vidéos postées sur YouTube. Réunis sur le même plateau, les candidats y répondaient au cours d'émissions diffusées sur CNN. Deux émissions distinctes ont eu lieu, l'une à l'intention des démocrates, l'autre des républicains.



En haut: blogueurs au travail à la convention démocrate de Denver. Ci-dessus: émission de radio satellite en direct depuis le Rock and Roll Hall of Fame de Cleveland.



# Les gestes solidaires

La solidarité fait partie intégrante de l'identité américaine. Plus de 60 millions d'individus, soit un quart des Américains de plus de 16 ans, consacrent bénévolement une partie de leur temps à des associations d'entraide et des organismes caritatifs.



L'adolescent qui participe au nettoyage des berges de la rivière, le père qui entraîne l'équipe de basket de sa fille, le retraité qui fait la lecture aux malades à l'hôpital, tous contribuent à l'amélioration de la vie de la collectivité.

Selon un rapport de l'U.S. Bureau of Labor Statistics, chaque bénévole donne en moyenne 52 heures par an. Le bénévolat est légèrement plus fréquent chez les femmes que chez les hommes : elles sont près de 30 % à s'y adonner contre seulement 23 % des hommes. Le genre des activités est également différent : les femmes vont plus volontiers collecter des fonds, aider aux devoirs, donner des cours particuliers ou encore recueillir, préparer, distribuer ou servir des denrées alimentaires. Les hommes, quant à eux, sont davantage intéressés par le travail manuel, par l'entraînement, l'arbitrage ou l'encadrement d'équipes sportives ou par l'assistance professionnelle et l'aide à la gestion.

Ci-dessus : la première dame, Michelle Obama, installe avec des bénévoles une aire de jeux dans une école primaire de San Francisco en 2009. Ci-contre : des membres de l'AmeriCorps et des bénévoles du monde de l'entreprise consolident le mur nouvellement construit d'un bâtiment sur le littoral du Mississippi en 2006.

Outre les Américains qui font du bénévolat en dehors de leurs obligations professionnelles et familiales, des millions d'autres consacrent une année entière, voire davantage, à la nation en s'engageant dans l'armée, le Corps de la paix ou l'AmeriCorps, un service civique national. Très favorable au bénévolat, le gouvernement des Etats-Unis collabore étroitement avec les organismes menant des actions de solidarité destinées à tous les Américains.

Le président Obama a promulgué, le 21 avril 2009, une loi développant considérablement les possibilités de s'engager dans la solidarité, au niveau national et local, soit dans le cadre d'organismes officiels tels que l'AmeriCorps, soit dans les associations de quartier. L'*Edward M. Kennedy Serve America Act*, du nom du défunt sénateur du Massachusetts, va ouvrir «une nouvelle ère de solidarité», a déclaré le président.

La loi Serve America renouvelle et renforce les programmes de service national que gère la Corporation for National and Community Service, agence fédérale créée en 1993. Chaque année, la Corporation permet à 4 millions d'Américains de proposer leur aide à divers titres, en devenant membres de l'AmeriCorps, bénévoles du Senior Corps, étudiants de Learn and Serve America, ou en se mobilisant dans un des programmes de l'agence. La loi Kennedy autorise par exemple l'augmentation des effectifs de l'AmeriCorps de 75 000 à 250 000 personnes.

Lors de la promulgation du texte, le président Obama s'est adressé directement aux Américains de tous âges :

«Nous avons besoin de vos services dès maintenant, à ce moment précis de notre histoire. Je ne vais pas vous dicter votre rôle ; c'est à vous de le découvrir. Mais je vous demande de vous atteler à la tâche. [...]

Et si vous le faites, je vous promets que votre vie sera plus riche, que notre pays sera plus fort et qu'un jour, d'ici quelques années, vous vous souviendrez de ce moment de convergence entre votre propre histoire et celle de l'Amérique, où elles se sont rejointes et où nous avons relevé les défis de notre nouveau siècle.»



Les bénévoles de l'AmeriCorps et leurs partenaires locaux plantent un des mille arbres donnés pour reverdir la ville de Miami en Floride.

## Les nouveaux citoyens engagés dans l'armée

Le summum de l'engagement est sans doute l'enrôlement dans l'armée, avec ces militaires qui renoncent de leur plein gré à des années de leur vie pour défendre leur pays et leurs compatriotes. Malgré des contraintes pesantes et une solde relativement basse, les effectifs restent élevés. Depuis la fin de la conscription en 1973, les Etats-Unis ont garni les rangs des forces armées grâce aux engagés volontaires, qui sont plus de 1,4 million.

L'armée américaine compte des milliers de ressortissants étrangers. De septembre 2001 à septembre 2009, plus de 50 000 soldats immigrants ont obtenu la nationalité américaine et leur nombre ne cesse de croître.

Au cours d'une cérémonie de naturalisation organisée en octobre 2008 sur la base aérienne Pope en Caroline du Nord, le secrétaire à la Défense Robert Gates a accordé la nationalité américaine à 42 hommes et femmes. Ces soldats, marins, aviateurs et *marines* étaient originaires de 26 pays et beaucoup avaient servi en Iraq et en Afghanistan. «Notre nation vous accueille avec chaleur et fierté. Elle vous doit énormément car vous avez manifesté votre amour pour le pays de la manière la plus honorable qui soit», a déclaré Robert Gates.

Le 4 mars 2009, en Iraq, le sous-lieutenant Memorina Edwin Barnes, originaire de Micronésie, a obtenu la nationalité américaine, en même temps que 250 autres militaires. «J'étais très émue et j'ai ressenti un profond sentiment de fierté», a confié Memorina Barnes en évoquant le moment où lui ont été remis le drapeau américain et son certificat de nationalité. Et ce sous-lieutenant qui a quinze années de service à son actif a ajouté :

«Chaque soldat naturalisé aujourd'hui avait déjà entamé la procédure bien avant et nous avons tous servi notre pays avant même de pouvoir lui donner le nom de patrie.»

Les citoyens et les résidents permanents ont le droit de s'engager dans l'armée américaine. En temps de paix, les étrangers peuvent obtenir la nationalité américaine au terme de trois ans de service, contre cinq années d'attente exigées des postulants civils. Lors de conflits armés, le président des Etats-Unis peut accorder une naturalisation immédiate. Par un décret de juillet 2002, le président Bush a ainsi instauré une procédure accélérée pour tous les immigrants, hommes et femmes, qui avaient servi dans l'armée américaine depuis le 11 septembre 2001. Par le passé, des mesures similaires avaient octroyé la nationalité américaine à 143 000 militaires ayant participé à la Première et à la Seconde Guerre mondiale, à 31 000 soldats de la guerre de Corée, ainsi qu'à plus de 100 000 anciens combattants des guerres du Vietnam et du Golfe.



Des marins nés à l'étranger font le salut militaire lors d'une cérémonie de naturalisation à bord de l'USS Ronald Reagan amarré à Coronado, en Californie, en 2006.

## Le don aux œuvres

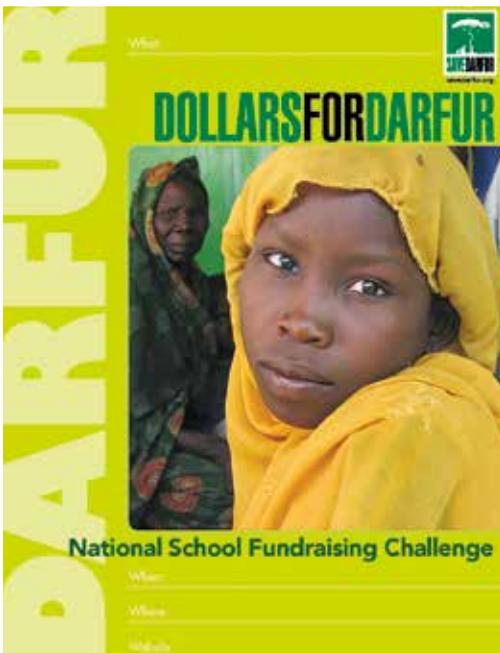
Le don d'une partie de leurs revenus à des organisations caritatives est une autre forme de solidarité des Américains envers la société et le monde. Selon les toutes dernières statistiques rassemblées par le National Philanthropic Trust (NPT), 89 % des ménages américains donnent à des œuvres pour un montant moyen annuel de 1620 dollars par donateur. Le NPT estime à plus de 250 milliards les versements annuels des Américains aux organisations caritatives.

Après le passage de l'ouragan Katrina au sud des Etats-Unis et le tsunami en Asie, la solidarité américaine a permis en 2006 de réunir la somme record de 295 milliards de dollars, puis a connu un certain recul en 2008 sous l'effet de la crise. Pourtant, de nombreux Américains sont par nature très généreux dès leur plus jeune âge.

C'est le cas de Nick Anderson et d'Ana Slavin. Tous deux sont élèves du secondaire dans le Massachusetts lorsqu'ils entendent parler du génocide au Darfour. « Notre génération sait qu'elle héritera d'un monde aux problèmes colossaux, explique alors Ana Slavin. Nous ne pouvons pas attendre que les autres changent le monde. Nous devons agir dès maintenant. »

Les deux adolescents utilisaient les réseaux sociaux pour communiquer avec leurs amis et ils comprennent que ces mêmes sites leur permettraient de rassembler des jeunes de tout le pays autour d'une bonne cause. Ils fondent Dollars for Darfur avec l'objectif de recueillir 200 000 dollars au cours de l'année scolaire 2006-2007. Finalement, ils réuniront la somme de 306 000 dollars auprès de quelque 2 500 écoles à l'échelle nationale. Administrée dorénavant par la Save Darfur Coalition, l'association Dollars for Darfur a collecté plus d'un demi-million de dollars. Les dons ont été affectés pour moitié à l'aide humanitaire au Darfour et au Tchad, l'autre moitié ayant été employée à la mobilisation politique autour de la nécessité de rétablir la paix au Darfour.

Rien qu'aux Etats-Unis, on compte près de 1,2 million d'organisations caritatives ou de fondations. Les Américains sont donc libres de donner à l'œuvre de leur choix, voire à plusieurs. Beaucoup d'entre eux privilégient la proximité et s'adressent aux institutions religieuses, aux banques alimentaires ou aux refuges de sans-abri de leurs quartiers. Et lorsqu'il s'agit d'apporter leur soutien à des organisations nationales au service de causes telles que la recherche médicale, les anciens combattants ou les enfants, les Américains sont encore prêts à mettre la main à la poche. Ils sont aussi d'ardents défenseurs des organisations humanitaires internationales, prouvant ainsi qu'ils se considèrent également comme des citoyens du monde.



« Notre génération sait qu'elle héritera d'un monde aux problèmes colossaux. Nous ne pouvons pas attendre que les autres changent le monde. Nous devons agir dès maintenant », explique Ana Slavin, cofondatrice avec Nick Anderson de l'association Dollars for Darfur.

Qu'ils s'engagent dans le bénévolat ou versent des dons aux œuvres, les Américains sont un peuple généreux. En haut à gauche : des balayeurs volontaires sillonnent La Nouvelle-Orléans, en Louisiane, lors d'une opération de nettoyage organisée quelques semaines à peine après le passage de l'ouragan Katrina en 2005. En haut à droite : des bénévoles utilisent un filin pour récupérer des pneus jetés dans la rivière Kansas près de Linwood. Ci-dessus : affiche de la campagne d'appel au don pour Dollars for Darfur.

# Le bénévolat en chiffres

## Les champs d'action

<i>Institutions religieuses</i>	35,1 %
<i>Education ou services à la jeunesse</i>	26 %
<i>Aide sociale ou à la collectivité</i>	13,5 %
<i>Hôpitaux ou secteur de la santé</i>	8,2 %
<i>Organisations civiques, politiques, professionnelles ou internationales</i>	5,5 %
<i>Organisations sportives, de loisirs, culturelles ou artistiques</i>	3,3 %
<i>Protection de l'environnement ou des animaux</i>	2 %
<i>Sécurité publique</i>	1,3 %
<i>Autre/Indéterminé</i>	5,1 %

## La population bénévole

<i>Age</i>	<i>Nombre de bénévoles</i>	<i>Pourcentage</i>
<i>de 16 à 24 ans</i>	8 239 000	21,9
<i>de 25 à 34 ans</i>	9 154 000	22,8
<i>de 35 à 44 ans</i>	13 016 000	31,3
<i>de 45 à 54 ans</i>	13 189 000	29,9
<i>de 55 à 64 ans</i>	9 456 000	28,1
<i>65 ans et +</i>	8 749 000	23,5
<b>Total</b>	<b>61 803 000</b>	<b>26,4</b>

Source : U.S. Bureau of Labor Statistics, 2008.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : MICHAEL JAY FRIEDMAN

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : ROSALIE TARGONSKI

RÉDACTRICES : CHARLENE PORTER

NADIA SHAIRZAY

DIRECTRICE ARTISTIQUE : DIANE WOOLVERTON

ICONOGRAPHE : MAGGIE JOHNSON SLIKER

VERSION FRANÇAISE : AFRICA REGIONAL SERVICES, PARIS

Bureau international de l'information

Département d'Etat, Etats-Unis d'Amérique

#### Crédits photographiques

Les photos séparées par des points-virgules figurent de gauche à droite sur les pages, celles qui sont séparées par des tirets de haut en bas. Couverture : Kimberley White/Getty Images; Bob Daemmrlich/The Image Works; Jim West/The Image Works — Robert F. Bukaty/AP Images; George Armstrong/FEMA; Stan Honda/AFP/Getty Images. Page 1: Prints and Photographs Division, Bibliothèque du Congrès. P. 2: AP Images. P. 3: George Armstrong/FEMA. P. 4: Steve Schapiro/CORBIS — Jim West/The Image Works. P. 7: David Paul Morris/Getty Images; Shane Bevel/The Shreveport Times/AP Images — Bob Daemmrlich/The Image Works. P. 8: Norm Dettlaff/Las Cruces Sun-News/AP Images. P. 9: David Hauck/Getty Images. P. 11: avec l'aimable autorisation de la direction de Fox; Mustafa Al-ammam — Mustafa Al-ammam — Manuel Balce Ceneta/AP Images; Bob Krist/CORBIS. P. 12: Kevin Hare/The Enquirer/AP

Images. P. 13: Davis Turner/Getty Images. P. 14: Michael Dwyer/AP Images. P. 15: Lawrence Jackson/AP Images. P. 17: Dave Scherbenco/AP Images; Danny Johnson/AP Images — Bob Daemmrlich/The Image Works. P. 18: Stan Honda/AFP/Getty Images. P. 19: © Matt Campbell/epa/CORBIS. P. 20: Justin Sullivan/Getty Images. P. 21: Robyn Beck/AFP/Getty Images — Amy Sanchetta/AP Images. P. 22: George Armstrong/FEMA. P. 23: Kimberley White/Getty Images. P. 24: David Adame/EcoMedia/AP Images. P. 25: Sandy Huffaker/Getty Images. P. 27: Robert F. Bukaty/AP Images; Mike Yoder/Lawrence Journal-World/AP Images — Avec l'aimable autorisation de Save Darfur Coalition. 4<sup>e</sup> de couverture: Bob Krist/CORBIS; Mike Yoder/Lawrence Journal-World/AP Images; Shane Bevel/The Shreveport Times/AP Images — Manuel Balce Ceneta/AP Images; David Adame/EcoMedia/AP Images; © Matt Campbell/zepa/CORBIS.

